

Biarritz - XVIème congrès de la CR

François Lucas

Chaque congrès est unique mais tous ont en commun de nous ouvrir de nouvelles perspectives. Je n'ai pas le souvenir d'un seul congrès qui ne nous ait pas fait relever la tête et donner l'envie et la force de continuer à avancer, à nous défendre et à nous battre pour nos bonnes idées. Je suis convaincu que celui-ci ne fera pas exception, tant la journée a été ponctuée de bonnes explications et de bonnes preuves que nous avons fait les bons choix, que nos analyses sont les bonnes.

Certes, beaucoup nous disent - ou plutôt nous disaient - : vos analyses et vos propositions sont bien sympathiques mais elles sont irréalistes, utopiques. Aujourd'hui nous voyons bien que ce qui était qualifié d'irréaliste était en fait visionnaire et que notre faculté à anticiper, à nous projeter, à savoir ordonner le temps entre l'immédiat, le futur proche et le futur plus lointain, que cette faculté, qui n'est qu'un des composants du bon sens paysan, nous permet d'imaginer l'avenir et d'avertir des risques de panne avant que celle-ci ne survienne. Malheureusement, le sens politique des décisions n'est pas notre bon sens car la relation du politique avec le temps est faussée. Alors que nous, nous réfléchissons à 5 ans, 10 ans, 20 ans, 30 ans, voire 50 ans, le politique, lui, réfléchit généralement à la prochaine échéance électorale...

Politiquement incorrects

Et aujourd'hui nous nous sommes encore projetés loin dans l'espace et dans le temps tout en partant de notre réalité.

Jean Paul Charvet nous a fait part de sa vision d'un monde réussissant son entrée dans le troisième millénaire de notre calendrier. Ce monde n'existe pas, mais c'est celui-là qu'il faut créer si nous voulons pour nous ou nos successeurs un avenir meilleur marqué par le progrès plutôt que par le malheur. Oui, nous devons permettre aux gens, d'où qu'ils soient et quels qu'ils soient, de se nourrir, de se prendre en main et d'assurer leur propre développement économique. Nous le comprenons d'autant mieux que nous-mêmes, paysans français et européens, sommes aujourd'hui attaqués dans notre droit à exister. Ce que nous confirme Jean Paul Charvet, c'est que nous avons totalement raison de réclamer l'exception agricole dès 1993, il y a maintenant 16 ans.

Claude Alabouvette nous a aussi confortés dans nos analyses et nos propositions sur l'agriculture raisonnable. Au risque de choquer les intégristes du bio, il nous apparaît qu'il y a une grosse anomalie que le Grenelle de l'environnement a

mise en lumière pour qui accepte de se poser honnêtement quelques questions :

- L'agriculture biologique est-elle le mode de production d'avenir capable de nous nourrir tous ? Sans trop rentrer dans le détail, vous savez que, à l'image d'une médecine qui refuserait tout médicament non naturel, l'agriculture dite biologique, se trouve vulnérable aux agressions en tout genre, et donc nous expose à des manques de production. Or, la Coordination rurale ne cesse de le rappeler : l'Europe n'est pas autosuffisante pour ses productions agricoles, même avec son agriculture dite productiviste. Et Jean-Paul Charvet vient de nous le confirmer ;

- Cette agriculture représente-t-elle un progrès social pour l'ensemble des consommateurs en termes d'accès à ses produits ? Nous savons tous que le bio c'est cher, donc élitiste. Ce n'est pas parce que les producteurs s'en mettent plein la poche (pour l'instant ce n'est pas chez eux qu'on trouve les grandes fortunes !) mais c'est parce que cela coûte beaucoup plus cher à produire. Et l'incitation par l'argent du contribuable à développer ces productions qu'on sait forcément réservées aux catégories de consommateurs les plus aisés ne nous semble pas participer à la justice sociale ;

- Y a-t-il un problème de santé publique avec nos productions dites conventionnelles qui ne se retrouve pas avec les productions biologiques ? Beaucoup a été dit, écrit, suggéré, sur les pesticides et leurs conséquences catastrophiques sur la santé humaine mais il n'existe pas d'études médicales et scientifiques qui mettent en évidence une meilleure santé avec les produits de l'agriculture biologique. Je n'irai pas jusqu'à dire qu'il y a corrélation entre l'augmentation spectaculaire de la durée de la vie et l'évolution d'une agriculture par essence biologique vers l'agriculture actuelle, mais au minimum il faut admettre qu'il n'y a pas eu de régression. Et il faut aussi rappeler la surveillance et les contraintes nationales et européennes d'homologation et d'utilisation des produits phytosanitaires ou médicamenteux ;

Dernière question :

- Alors l'agriculture biologique est-elle donc inutile ou nocive ? Non, car nous savons aussi qu'avec les facilités données par la chimie nous avons beaucoup trop délaissé ou martyrisé l'agronomie et qu'il y a énormément à apprendre ou à réapprendre des pratiques de l'agriculture biologique. Et tous les agriculteurs bio qui réussissent sont d'excellents agriculteurs de pointe qui ont beaucoup à nous apprendre.

De tout cela on peut déduire que le Grenelle a fait fausse route aussi sur l'agriculture biologique. Un bon Grenelle aurait d'abord dû constater comme une anomalie dans l'histoire multimillénaire de l'agriculture la scission entre deux agricultures différentes, devenues parallèles et donc destinées à ne

jamais se rejoindre. Et les orientations à prendre auraient dû être celles d'une réunion à terme de ces deux agricultures en une seule, raisonnable et durable. C'est là que sont l'intérêt général et l'avenir. Pour simplifier, le Grenelle aurait dû aboutir à un soutien de l'agriculture biologique en tant que laboratoire de recherche et d'expérimentation au service de toute l'agriculture. Et pour une fois, on aurait la chance d'avoir un laboratoire qui ne sort pas des produits susceptibles d'être dangereux ou toxiques mais des aliments qui sont très prisés par les consommateurs disposant d'un bon niveau de vie.

Il est bien sûr difficile de tenir ces discours à contre-courant, sur le bio comme sur les nitrates ou sur la soi-disant responsabilité de l'agriculture dans l'effet de serre. Mais la CR n'a jamais choisi la facilité ni choisi de suivre les modes puisque nous appliquons la devise que nous a transmise Sénèque : « ce n'est pas parce que les choses sont difficiles que nous n'osons pas, c'est parce que nous n'osons pas qu'elles sont difficiles ».

Nous devons donc continuer de faire valoir nos idées pour que les choses soient moins difficiles et pour éloigner les menaces sur notre avenir. C'est sur le terrain européen qu'il faut maintenant jouer. Nous venons au long de cette journée de rappeler en quoi notre combat ne devient puissant que lorsqu'il associe l'action locale et l'action européenne.

Mouvement syndical

Notre grève du lait menée avec nos amis de l'APLI et de l'OPL en France et avec l'EMB au niveau européen en est la preuve. Nos épandages de lait français ont déclenché les réactions médiatiques puis politiques en France. Mais s'il n'y avait pas eu ces mêmes actions coordonnées dans d'autres pays, avec une communication conduite par une seule organisation européenne, jamais nous n'aurions pu obtenir ce virage à 180 degrés de 21 pays européens qui avaient tous laissé la Commission démonter la régulation de la production du lait. Et il ne faut pas non plus oublier l'impact des manifestations à Bruxelles ou à Luxembourg qui ont secoué les eurocrates habitués à leur ordre bétonné et aseptisé dans lequel n'apparaissaient jamais les victimes de leur politique.

Même si c'est difficile, même si la barrière des langues et des cultures complique la tâche, c'est là que nous devons maintenant porter notre effort.

A ceux qui penseraient que nous cherchons à inventer ce qui existe déjà, le COPA-COGECA, je réponds simplement que le COPA-COGECA est un obèse impotent qui n'a su que partager la vision débile de la Commission vis-à-vis de la politique désastreuse du lait. Ses représentants sont plus souvent sur les moquettes des palaces 5 étoiles de Bruxelles que les pieds dans leurs bottes. Ils sont devenus des consultants zélés du monde politique et agroalimentaire.

L'histoire nous montre qu'ils ont plus accompagné, voire pensé, le démantèlement de la PAC que joué un rôle actif pour faire émerger une politique alternative tant au bénéfice des agriculteurs que des consommateurs. A la veille de la remise en question de la PAC que beaucoup de pays veulent finir de liquider, cette union possible des vrais paysans européens est notre chance et nous devons la saisir ! Ce ne pourra pas être l'affaire de quelques responsables mais l'affaire de tous.

Le ministre...

Face à cette première action syndicale européenne notre ministre de l'agriculture, qui venait de prendre son nouveau portefeuille, a dû très vite comprendre que derrière les belles déclarations de son prédécesseur et surtout sous la moquette de son bureau se cachaient pas mal de bombes à retardement : les 500 millions d'aides à récupérer auprès des producteurs de fruits et légumes, la loi de modernisation agricole que Nicolas Sarkozy avait promise aux députés pour la fin de l'année et sur laquelle Barnier n'avait encore rien entrepris, sans oublier la fameuse caisse à outils dont personne ne sait se servir pour mettre en œuvre le bilan de santé et, bien sûr, la crise du lait qui bouillait de plus en plus avec des prix catastrophiques.

Avec un tel passif nous pouvons lui reconnaître un été difficile et peu reposant, surtout quand on vient des beaucoup plus calmes et confortables affaires européennes !

Bruno Le Maire a donc pris rapidement la mesure des difficultés et a su montrer avec humilité que, bien que ministre, il ne connaissait pas tout. Il semble même qu'il ait compris qu'il y avait beaucoup à apprendre en n'écoutant pas que le syndicat sexagénaire et majoritaire. Et la présence de Madame Le Poutier, sa conseillère qu'il nous envoie pour le représenter officiellement, est aussi une première que nous sommes capables d'apprécier.

Nous avons trouvé un ministre beaucoup plus à notre écoute que ses prédécesseurs, parce que, il faut aussi le dire, nous étions l'interlocuteur privilégié pour la gestion de la crise laitière que l'interprofession et le monopole syndical n'avaient après l'avoir eux-mêmes provoquée.

Nous avons aussi découvert un ministre qui ne s'est pas borné à nous expliquer qu'on ne pouvait plus rien changer à ce que Bruxelles avait décidé. En rupture avec le fatalisme oisif de ses prédécesseurs, il a choisi l'activisme. En peu de temps, il a réussi à constituer une majorité qualifiée avec 20 autres pays pour faire plier la Commission sur son entêtement dogmatique à déréguler la production du lait. Si cela n'est pas suffisant pour régler les problèmes des producteurs laitiers, c'est cependant un signe très positif du retour du politique au cœur de ses responsabilités. Il a réhabilité un mot qui semblait banni du vocabulaire de la PAC, celui de « régulation ».

Les choses n'avancent pas assez vite pour nous car la crise malmène nos fermes et nos trésoreries, mais cela nous donne néanmoins de l'espoir pour le futur. Cet espoir est renforcé par deux bonnes nouvelles récentes.

Tout d'abord, l'opiniâtreté de Bruno Le Maire a aussi permis d'obtenir que le prochain Commissaire à l'agriculture soit le Roumain Dacian Ciolos, francophone et francophile puisque marié à une Française. Il devrait être beaucoup plus proche de notre conception de la PAC que ne l'était Fischer Boel.

La seconde bonne nouvelle, c'est la prochaine réunion du G22 européen sur la régulation européenne de l'agriculture que le ministre organise à Paris la semaine prochaine. Il y a maintenant 22 pays sur 27 qui devraient réaffirmer leur volonté d'une politique agricole régulatrice à l'opposé de ce que prétend faire la Commission européenne. A l'approche de 2010, formulons le vœu que ces évolutions ne soient qu'un début pour déboucher très rapidement sur une vraie politique de prix rémunérateurs et stabilisés.

Il reste cependant une ambiguïté de taille à clarifier, c'est celle de la position française vis-à-vis de l'OMC, car les beaux discours officiels sur la régulation n'ont de sens que si celle-ci s'accompagne de la sortie de l'agriculture des griffes de cette organisation commerciale du monde.

Il nous faut être très vigilants car le ministre reste quand même sous influence de la cogestion à vocation exportatrice, et beaucoup le pressent de faire un tour de passe-passe en transformant la régulation des productions agricoles en contractualisation assortie de marchés à terme pour toutes les productions. Nous lui avons dit clairement que l'empilement de contrats dans 27 pays différents ne ferait jamais une régulation européenne et que nous nous opposerions à toute idée de contrat tant qu'il n'y aurait pas au préalable une vraie régulation des productions agricoles et des marchés dans le cadre de la PAC. Nous lui avons dit aussi qu'un marché à terme dans un secteur dérégulé, c'est un accélérateur de dérégulation. Nous serons donc très attentifs à ces points qui pourraient être traités dans la loi de modernisation agricole.

La LMA

Puisqu'il est question de modernisation nous allons aussi vérifier la sincérité de la volonté modernisatrice du ministre sur un sujet qui nous est cher, celui du dialogue social en agriculture.

Pour l'aider à aller dans ce sens, nous lui avons fait des propositions conjointes avec la Confédération Paysanne pour une refonte totale de la représentativité syndicale et nous allons voir s'il ose enfin s'attaquer au tigre de papier qu'est devenue la confrérie dite majoritaire. Il y a urgence et il serait tout autant coupable que responsable, en pleine crise du lait notamment, de ne pas moderniser et légitimer les interprofessions dans lesquelles les vrais agriculteurs ne se reconnaissent plus.

Ce problème du vrai pluralisme syndical est crucial pour notre avenir quand on se souvient de tout ce que nous a produit le monopole syndical : Xème plan, agriculture raisonnée, permis de traiter, contrôle pulvé, certification Haute valeur Environnementale, CVO en tout genre, biocarburants, PROVEA ... et je m'arrête là. Mais il y a aussi bien d'autres points qui peuvent être améliorés, même s'il faut aussi relativiser l'impact de ce genre de loi sur notre existence : il faut quand même se rappeler que cette loi de modernisation agricole est la quatrième du genre depuis 1999 ! Cela veut dire que tous les deux ans et demi on nous fait le coup de la loi magique qui va régler tous les problèmes. En fait, si on y regarde bien, aucune de ces lois n'a pu jusqu'ici ni enrayer, ni stabiliser la dégradation de notre situation.

Nous avons beaucoup de propositions, dont certaines sont très anciennes comme la suppression des CDOA ou la libéralisation du commerce des céréales ou encore la TVA sociale à expérimenter en agriculture. Sur ce dernier point, essentiel, auquel Bruno Le Maire se dit favorable, nous n'avancons pas beaucoup faute de courage politique. Alors à défaut de courage nous suggérons de l'intelligence politique en échangeant l'abandon du bouclier fiscal contre la TVA sociale.

Ce projet de loi s'est donc préparé dans la précipitation et il a mobilisé beaucoup du temps de nos responsables. Ce fut parfois instructif, notamment lorsqu'une présentation d'une étude sur les rapports entre valeur ajoutée et organisation des filières a montré que rien ne permettait de savoir s'il y avait plus, moins ou autant de valeur ajoutée pour l'agriculteur selon qu'il était ou non dans une filière organisée. Hélas personne n'en tire les bonnes conclusions puisqu'on continue de nous rebattre les oreilles avec le remède miracle de l'organisation des filières, thèse soutenue par la coopération qui demande même la tête des organisations de producteurs non commerciales pour mieux verrouiller leur monopole de la médiocrité. Heureusement que sur ce point le ministre semble faire preuve de sagesse et qu'il préfère nous suivre plutôt que d'écouter Mangin.

Nous profitons aussi de la LMA pour faire clarifier les règles d'installation des champs photovoltaïques pour les agriculteurs. Certains ont un besoin vital de réaliser ces installations comme complément de revenu pour continuer leur métier. Derrière les questions morales ou métaphysiques que se posent ceux qui prétendent réfléchir ou décider pour nous, il se cache une autre question, essentielle celle-là : pourquoi la terre rapporte-t-elle plus avec des panneaux solaires que lorsqu'elle produit de la nourriture ? Il y a bien là un problème et tant que cela durera, nous ne pourrons pas critiquer ceux qui font le choix du photovoltaïque plutôt que de la vigne, du blé ou des fruits.

En tout cas, nous refusons que les autorisations d'implantation de champs solaires soient laissées à l'arbitraire des collectivités locales ou de quelque nouveau soviet agricole départemental toujours friand de nouveaux pouvoirs.

Ce projet de loi nous donne aussi l'occasion de rappeler notre opposition aux mesures franco françaises prise par démagogie pour faire plaisir à certains lobbies environnementalistes.

Ce sont des contraintes qui sont inapplicables, coûteuses et inutiles telles que les bandes tampon, les particularités topographiques ou les futures TVB, les trames vertes et bleues. Et nous voulons bien sûr en finir avec les fameuses Cultures Intermédiaires Pièges à Nitrates, CIPAN aussi débiles que parisiennes. Lorsque j'ai rencontré, à Paris, les deux concepteurs de ces mesures d'inspiration totalement soviétique et que je leur ai demandé de les annuler en leur expliquant que ce n'était pas la bonne méthode, je me suis entendu répondre qu'il était possible de proposer des aménagements mais impossible de revenir sur l'aspect obligatoire. Et lorsque je leur disais qu'on ne pouvait pas obliger les agriculteurs à semer gracieusement des plantes pour les détruire ensuite au lieu de les récolter, je leur parlais manifestement une langue qui leur était inconnue. Je ne sais pas si c'est à cela que pensait Nicolas Sarkozy quand il disait dans son discours de Poligny qu'il n'était « pas question de ravalier les agriculteurs au rang de « jardiniers de la nature » par des contraintes imaginées depuis Paris et inapplicables sur le terrain. »

Le plan de soutien

A Poligny ce fut un beau discours pour customiser le plan de soutien que certains journalistes ont rebaptisé de façon très optimiste « plan de relance ». Nous avons eu droit à une réédition de ce que nous connaissons bien : d'abord les majoritaires s'entendent avec le gouvernement pour maintenir la paix sociale et celui-ci convient de lâcher quelques millions pour le petit peuple de la base. C'est alors que commence la pièce de boulevard avec les forces de l'ordre qui facilitent le travail des acteurs en ouvrant par exemple les autoroutes à leurs tracteurs ou en leur permettant de barrer les Champs Elysées. A cet endroit il y a eu quand même un gros couac avec des manifestants brandissant des pancartes très très hostiles au chef de leur syndicat... Il y avait eu aussi un autre gros couac à Poitiers lors de leur congrès lorsque certains adhérents, mécontents du bilan de santé, avaient été refoulés par les CRS. Et il a fallu quand même un délai de 5 jours avant que le président Sarkozy annonce son plan alors qu'on était habitué jusqu'ici à une victoire syndicale immédiate. Ce sont des petits signes que le temps se gâte au dessus de la tête du vieux syndicat.

Ce plan de soutien est lancé par ceux-là mêmes qui ont provoqué la catastrophe qui prend ses origines beaucoup plus dans les décisions politiques que dans les aléas des marchés.

Ce n'est qu'un anti-douleur de première urgence administré aux grands blessés de la crise agricole. Il relance l'endettement mais ne règle en rien la crise.

Sans mise en place de systèmes régulateurs efficaces qui permettent aux prix de remonter à un niveau normal, ce plan de soutien n'est que de la morphine.

Il faut faire cesser les causes de notre asphyxie, il faut nous rendre de l'air, il faut nous rendre des prix et surtout arrêter d'entretenir l'illusion qu'un beau discours règle nos problèmes en annonçant des sommes fantaisistes. Quand on annonce un milliard de prêts bancaires c'est tout sauf un cadeau, même à 1,5% d'intérêt ! Cela revient tout simplement à solliciter encore un peu plus le travail et la sueur des paysans. Et il faut être très fort en illusionnisme pour annoncer comme un soutien de 120 millions d'euros le non paiement de la taxe carbone pour laquelle nous paierons quand même 40 millions d'euros qui vont représenter une charge nouvelle pour 2010 !

Carbone

Sur ce terrain du carbone nous dénonçons d'ailleurs la malhonnêteté incroyable du gouvernement à notre égard. Comment peut-on imaginer d'approcher la consommation du carbone par l'agriculture en oubliant l'autre plateau de la balance, beaucoup plus lourd ? Outre les océans qui le font naturellement, l'agriculture et la forêt sont les seules activités capables de fixer naturellement du carbone sur notre planète. Lorsque nous cultivons nos terres nous permettons la photosynthèse, ce processus génial et vital qui permet aux plantes d'absorber le gaz carbonique de l'atmosphère et de rejeter en échange de l'oxygène et de l'eau, tout ceci en nous nourrissant. Accessoirement la photosynthèse joue donc aussi un rôle de gros climatiseur en humidifiant l'atmosphère et elle rend notre planète respirable. L'agriculture est une chance et un atout pour la maîtrise du cycle et de la captation du carbone indispensable à la vie, ne serait-ce que pour manger ou se chauffer.

Et voilà qu'au lieu de nous reconnaître ces qualités on vient nous taxer en présentant cette taxe comme un cadeau puisqu'elle est remboursée aux trois quarts. C'est la nouvelle comptabilité nationale : plus le paysan paye de taxe carbone, plus il gagne du remboursement. C'est en quelque sorte une réduction d'augmentation de nos charges !

A la veille du sommet de Copenhague, la France aurait été bien inspirée de faire valoir son atout agricole, bien meilleur que celui de l'électricité nucléaire, pour s'épargner des nouvelles contraintes non méritées.

Au lieu de cela, faute d'avoir abordé honnêtement le bilan carbone de son agriculture, notre pays va se présenter en traînant son atout agricole comme un boulet supplémentaire. Le danger est d'autant plus important qu'une étude baptisée « CarboEurop » financée par la Commission européenne, qui a mobilisé plus de 2.000 chercheurs pendant cinq ans, suggère que les écosystèmes terrestres de l'Union européenne émettent au final plus de gaz à effet de serre qu'ils n'en absorbent ! De là à en déduire que le supposé réchauffement climatique est dû à nos écosystèmes terrestres mais pas du tout à la combustion du pétrole il n'y a plus qu'un tout petit pas à franchir ! Dans ces études

réalisées par des « gaziers experts en effet de serre », on amalgame les émissions de gaz dont sont coupables les marécages avec les pets et les rots des vaches, des chevreuils et des cerfs (mais pas les pets des kangourous, sans méthane paraît-il), avec la décomposition de notre bonne matière organique et avec les moteurs de nos tracteurs. Si on en tire rigoureusement les bonnes conclusions, on en déduit qu'il faut transformer la planète en banquise mais sans les esquimaux, en désert type Sahara mais sans les chameaux ou en gigantesque parking, mais sans les autos! Comme le disait Jacques Laigneau : ils sont devenus fous!

FAO

Ces combats contre les gaz de la vie se prétendent d'avant-garde alors qu'ils sont des attaques soit stupides soit perverses contre le vivant, contre ce qui respire et nous nourrit. Par contre l'horreur absolue, celle des 25 000 vies humaines qui s'arrêtent chaque jour faute de nourriture, ne semble pas émouvoir ces talibans du climat ou ces préservateurs de la planète.

D'ailleurs les éminences du G8 ont estimé leur temps trop précieux pour aller le gaspiller dans les causeries de la FAO sur les affamés, à Rome. Cela ne les a pas empêchés de téléguider les conclusions de la déclaration finale, d'un cynisme effarant, avec un appel à la signature rapide des accords de Doha qu'ils considèrent comme « importants pour l'amélioration de la sécurité alimentaire » ou encore leur soutien à, je cite, « un système commercial multilatéral sain en raison des avantages qu'il peut apporter à tous et parce qu'il peut contribuer à renforcer l'intégration des pays en développement au sein du système. »

A ce mauvais signal s'en ajoute un autre : le parachutage de Luc Guyau à la présidence de la FAO ! En fait de parachutage il vient de réussir une ascension sociale et internationale à faire pâlir d'envie les Debatisse, Guillaume ou Jacob qui n'ont eu qu'une promotion nationale.

J'avais entendu Jacques Diouf avouer en 2007 que la FAO était un pompier de la faim financé par les pays incendiaires qui lui fournissaient le camion incendie, mais pas l'eau. Et bien maintenant on pourra ajouter que le camion incendie est piloté par un pyromane qui s'appelle Luc Guyau, l'homme à la vocation exportatrice.

Il y a 20 ans, en 1989, dans le Xème plan qu'il avait rédigé avec ses amis de Benoist et consorts, il disait : « Cette politique de baisse des prix doit être suffisamment marquée afin d'éviter que son effet ne soit compensé par les résultats du progrès technique. Dans cette orientation, le prix du marché mondial apparaîtrait comme le prix dont il faut se rapprocher ». « Des formules sont imaginables du type d'aides économiques accompagnant une baisse des prix ».

Il y a 10 ans dans le Figaro il disait : « Quand on est le premier exportateur mondial de produits agroalimentaires transformés, on ne peut être contre le libre-marché ».

Avec un casier aussi chargé on se demande comment il a pu y arriver !

Le modèle qu'il avait promu avec ses complices était censé faire le bonheur des paysans grâce à la prospérité des outils agroalimentaires. C'était en fait un modèle modernisé de servage. Ils sont devenus des seigneurs mais maintenant les serfs ont compris, le vent tourne et si les serfs refusent de travailler, le seigneur a des gros soucis. Les Bretons ont d'ailleurs leur seigneur, Le Vourc'h, qui se met en colère du haut de son château du crédit agricole contre les serfs qui sont coupables d'un « manque à gagner » de 600 millions d'euros en ne produisant pas assez de lait. Il est en colère. Pour lui la filière n'est pas sinistrée et il explique à ceux qui « rêvent d'un prix du lait que le marché ne peut pas soutenir » que «le prix n'est qu'une composante du revenu » !

Il n'a manifestement rien compris au sens et au message de la grève du lait.

Bouger l'Europe

Maintenant il nous faut aller plus loin. Nous pouvons si nous le voulons avec nos frères agriculteurs de l'Europe entière et de toutes les productions, sortir de cet état indigne dans lequel on nous a mis.

Comble de l'indignité, on jette nos DPU en pâture à la population, à nos compatriotes, à nos voisins en utilisant Internet pour les publier. Il y a là une énorme faille puisqu'on nous traite d'assistés alors que nous nous ruinons à continuer de nourrir les gens.

Jacques Lepeltier vous a expliqué qu'il fallait avancer par les failles. Il y a un moyen très simple et d'une efficacité redoutable pour arriver à la bonne PAC, celle pour laquelle nous nous battons, celle qui nous permettra de vivre de prix et pas de primes. Ces primes que nous n'avons jamais voulues, utilisons-les pour faire monter les prix et obtenir une bonne réforme de la PAC.

Imaginez tout à coup, à l'échelle de l'Europe, que chaque agriculteur disposant d'un montant de DPU qu'il estime suffisant pour subsister décide de faire une année semi-sabbatique, une année où il s'assurerait de quoi vivre en dépensant le moins possible, en utilisant les DPU non plus pour financer ses coûts de production mais pour payer les coûts de non production. Imaginons que cela amène à une réduction de seulement 15% de la production sous régime des DPU. Imaginez que tous les producteurs de porcs décident de réduire leur cheptel de 5%, que les producteurs de lait lèvent le pied sur les concentrés et réduisent aussi leur production de 5%.

Nous sommes évidemment capables de le faire. Ce n'est pas un problème technique ou agronomique ou zootechnique. Ce n'est pas non plus un problème économique puisque nous ferions en fait monter les prix en produisant un peu moins mais en gagnant beaucoup plus. C'est juste un problème psychologique. Mais psychologiquement nous sommes quasiment prêts. Souvenez-vous de 1992. Si le mouvement de la Coordination Rurale avait été européen, jamais Ray Mac

Sharry n'aurait accepté le modèle des Guyau, de Benoist, Mangin et autres. La PAC 2013 va être mise en discussion et il vaut mieux anticiper. Plantons le décor dès maintenant. En 1992 nous avons pancarté notre refus de la réforme de la PAC sur le bord des routes françaises ; en 2009 les laitiers ont commencé à pancarter le lait à 40 centimes d'euro sur quelques routes européennes. En 2010 nous devons, tous unis entre productions, tous unis entre pays, pancarter nos exigences pour la PAC 2013 sur toutes les routes d'Europe. Et comme en 1992, nous pourrions menacer que chaque panneau, chaque pancarte, chaque bâche noire, soit un jour un barrage si nous ne sommes pas entendus. Nous cultivons toute l'Europe et nous pouvons aussi bloquer toutes les routes d'Europe.

Vous l'avez compris nous sommes dans une énorme faille: n'y restons pas pétrifiés mais fonçons, foncez, réveillez vos voisins! Faisons l'avenir comme nous le voulons. Et en même temps faisons l'histoire dont nous pourrions être fiers.

Merci d'être venus.

Bon retour et bon courage.